



## L'ÉMERGENCE DES INDUSTRIES CULTURELLES

Francisco d'Almeida et Bernard Boucher sont deux experts de l'Unesco en politiques et industries culturelles. Ils apportent une assistance technique au ministère de la Culture afin d'élaborer la future politique culturelle de la RDC.

**P**our Francisco d'Almeida, la RDC est un pays qui est d'une grande richesse culturelle.

*"C'est un pays qui est extrêmement créatif et je pense qu'il y a un grand potentiel notamment lié à la diversité des peuples qui le composent",* entame-t-il.

L'expert de l'Unesco souligne que la musique et les moyens de communication ont fortement contribué au rayonnement de la culture congolaise au niveau international.

*"Des stations de radio extrêmement puissantes, capables d'être captées en Afrique de l'Ouest et des studios d'enregistrement avec des facilités techniques ont permis aux créateurs de produire et d'être diffusés à grande échelle. C'est grâce à cela que la demande extérieure a été si forte et que la musique a permis au pays de rayonner",* soutient Francisco d'Almeida.

Néanmoins, poursuit-il, d'autres domaines du secteur culturel, de la RDC devraient également être accompagnés dans leur développement afin de favoriser l'émergence de véritables industries culturelles.

### CRÉER DES CONDITIONS FAVORABLES

Pour ce faire, l'adoption d'une politique culturelle par la RDC pourrait constituer un pas important. *"Les politiques culturelles, peuvent être adoptées pour favoriser l'émergence des conditions qui vont entraîner les retombées économiques de la culture",* explique Bernard Boucher. Néanmoins, souligne-t-il encore, *"ce n'est pas parce*

*qu'on adopte une politique culturelle qu'il y aura automatiquement des retombées. Il faut créer des industries culturelles, il faut créer des conditions pour que la production existe, que les marchés se développent, que les biens soient protégés, qu'on élimine la piraterie autant que possible, donc qu'on encourage en mettant en place, comme on le fait dans l'économie en général, des programmes publics qui vont favoriser le crédit bancaire, la fiscalité, le développement des entreprises, leur gestion. Evidemment, cela ne peut se faire spontanément. Lorsqu'on travaille sur la politique culturelle, on a une démarche à faire autant avec ceux qui sont dans le milieu culturel qu'avec le pouvoir public qui trop souvent voit la culture comme une activité strictement intellectuelle ou de divertissement et qui oublie son importance dans l'activité économique du pays."*

Pour l'expert de l'Unesco, la création et le développement d'un secteur privé culturel sont un peu le corollaire de l'engagement de l'État envers les industries culturelles. *"Il n'y a existence d'industries culturelles que s'il existe des entrepreneurs culturels. Donc des gens qui vont se concevoir dans un rôle de patron d'entreprise et qui vont s'engager à produire des biens et services culturels",* affirme Bernard Boucher.

Selon Francisco d'Almeida, les politiques culturelles sont souvent faibles, parcellaires, lacunaires, ou inexistantes parce que les pouvoirs publics d'abord n'ont pas l'impression que c'est un secteur qui



*“C’est dans la fierté qu’on trouve à s’identifier à sa culture, que vient aussi une part de l’énergie à transformer les conditions dans lesquelles on vit.”*

contribue réellement au développement. *“Pour certains il s’agit des loisirs, pour d’autres il s’agit d’antiquités, des babioles qu’on vend et qui ne nécessitent pas d’être encadré et accompagné comme la filière bois, ou toute autre filière”,* explique-t-il.

A ce propos, Bernard Boucher déplore le discours trop souvent véhiculé selon lequel il n’y a pas assez d’argent pour pouvoir tout faire, et qu’on va donc laisser tomber la culture. *“On entend des gens qui disent que, dans un pays comme celui-ci, on ne peut pas construire un musée parce qu’il y a d’autres priorités. Oui, sauf qu’on sous-estime son existence sur la dynamique sociale. On parle beaucoup de développement durable, mais le développement durable commence dans l’esprit des gens, le développement durable c’est d’être fier, c’est de comprendre son identité, de comprendre pourquoi on veut travailler et lutter dans son pays pour que ce pays se développe et se transforme. Alors, en niant le rôle de la culture dans cette fierté, dans cette identité, on peut effectivement imaginer une société où il n’y aurait pas de culture, mais où la qualité de la vie serait proportionnelle à l’absence de cette culture”,* soutient-il. Il reconnaît que lorsqu’on se retrouve dans une situation où toute une filière est sinistrée parce qu’il y a eu déperdition pour diverses raisons, le travail pour remonter la filière est extrêmement lourd, surtout dans un contexte où effectivement les moyens économiques sont plus rares.

Cependant, l’expert estime encore qu’on aurait tort de renvoyer dos à dos les priorités d’une société qui sont de l’ordre de la santé ou du logement et les questions culturelles. *« C’est dans la fierté qu’on trouve à s’identifier à sa culture, que vient aussi une part de l’énergie à transformer les conditions dans lesquelles on vit. Et cette difficulté de vivre dans un univers socio-économique qui est sous-développé ou qui est en voie de développement, imaginez combien elle serait encore plus difficile si l’on privait les gens de la musique, par exemple, et en particulier si l’on disait du jour au lendemain que plus personne ne peut jouer de musique, que plus personne ne peut écouter de musique ou pratiquer une quelconque autre activité artistique. Vous voyez que ce serait dramatique de priver les gens d’une relation à la créativité”,* déclare Bernard Boucher.

Pour Francisco d’Almeida, l’intervention publique associée au secteur privé, combinée avec la mise en valeur du secteur culturel à travers le patrimoine culturel et le savoir-faire traditionnel peuvent permettre de redynamiser les économies locales à l’instar de ce qui s’est fait dans d’autres pays comme au Maroc ou en Afrique du Sud.

#### UNE MÉMOIRE À PRÉSERVER

Selon Bernard Boucher, de façon plus générale, une prise de conscience aurait besoin de s’effectuer dans la société, chez les élites économiques, politiques, sociales, que la culture, c’est la mémoire et quela mémoire est tout ce qui fait que la société a une cohésion.

*“De quoi aurait l’air la RDC si un jour elle n’avait plus d’archives, si elle n’avait plus de collections muséales, si elle n’avait plus de collections de livres, si elle était coupée de sa tradition, de son passé. Si toutes les archives de la télévision nationale disparaissaient, comment ce pays pourrait-il témoigner des grands moments de son histoire? Ce ne sont quand même pas seulement ses limites frontalières, et à l’intérieur de celles-ci des biens matériels à exploiter, qui résument un pays. Donc, il y a une mémoire collective et elle détermine l’identité du peuple qui vit à l’intérieur des frontières, comme la mémoire d’une personne détermine son identité, mais on ne sent pas à l’heure actuelle qu’il y a une conscience réelle de l’urgence de protéger cette mémoire, de lui éviter un mauvais sort”,* souligne Bernard Boucher.

A ce sujet, Francisco d’Almeida souligne l’importance du numérique dans la préservation et la conservation de la mémoire collective d’un pays comme la RDC.

*“Le numérique permet d’avoir une nouvelle approche aux pratiques culturelles, de lier le passé, le présent et le futur, il conviendrait de numériser tous ces riches patrimoines audiovisuels par exemple les concerts de musique qui ont eu lieu pendant le combat de boxe Ali-Foreman), les archives liées à la période de l’indépendance avec l’effervescence dans les communes, à Matonge... il existe une demande pour cela et le numérique permettrait de préserver cette mémoire audiovisuelle”,* poursuit le président de Culture et Développement.

En outre, estime ce dernier, une des priorités serait également de travailler sur l’intégration du numérique dans les pratiques artistiques et dans l’économie du secteur culturel afin de refonder ou de rénover les politiques culturelles. *“Il y a une nouvelle façon de faire les politiques culturelles, plus transversales, plus articulées et plus vivantes et plus inscrites dans la vie des gens de tous les jours”,* indique Francisco d’Almeida. Ce dernier cite en exemple le centre Bophana au Cambodge, fondé par le cinéaste Rithy Pan et qui travaille sur la mémoire du génocide qu’a connu ce pays.

*“C’est quelque chose d’extrêmement vivant et les gens y vont; ils vont “voir” leur mémoire, ils vont s’en imprégner et essayer de se reconforter, il y a un travail sur la mémoire, sur la douleur, sur la reconstruction d’un pays, comment surmonter le traumatisme, comment surmonter la guerre. C’est une initiative culturelle extrêmement forte et génératrice de revenus pour le pays, en outre, cela contribue à son rayonnement. Il y a donc plusieurs façons de faire de la culture qui sortent du schéma des années 30, 60, 80, et qui correspondent plus à la sensibilité des gens et au besoin culturel des populations d’aujourd’hui. C’est le pari que pourrait tenter la République démocratique du Congo”,* termine-t-il.

–Dani Ndungidi